



Déclaration liminaire de la FCPE du Loiret au CDEN du 19 novembre 2020

*Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Monsieur le Vice-Président du Conseil Départemental,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN*

C'est avec émotion que nous, parents d'élèves FCPE rendons hommage à tous les personnels de l'établissement qui, au quotidien, font vivre les valeurs de la République si chères à nos cœurs et à nos engagements. Bien sûr, comme vous toutes et tous, nous avons plus qu'une pensée pour Samuel Paty, qui a connu une mort abominable pour avoir simplement exercé son métier, pour avoir simplement voulu apprendre à nos enfants ce qu'était la démocratie, la liberté d'expression, l'écoute, le débat et surtout la laïcité. Mais avoir une pensée ne suffit pas. Notre émotion si forte aujourd'hui ne doit pas se perdre dans les brouillards de l'oubli et les cacophonies politiques. Une école de la République qui tient ses promesses et incarne les valeurs républicaines se construit avec les enseignants, avec tous les acteurs de l'école, dont, les élèves et surtout, avec les parents.

La parole que nous portons en ce premier Conseil Départemental de l'Education Nationale est bien celle d'une fédération de parents d'élèves. La FCPE regroupe des citoyennes et citoyens de toutes les origines comme de toutes les confessions, réunis autour d'un projet associatif et de valeurs. Elle est aussi à l'image de notre République : comme l'Ecole, elle accueille tout le monde pour la réussite de toutes et tous, dans le respect de chacune et de chacun, mais avec l'obligation pour les parents de garder leurs croyances dans leur intimité. Notre fédération de parents d'élèves est un acteur de la coéducation.

Suite aux élections de parents d'élèves, nous regrettons, et soulignons depuis de nombreuses années auprès de la DSDEN et du rectorat, la diminution de la représentativité des fédérations de parents d'élèves au profit de parents d'élèves indépendants, qui, au mieux, ne représentent qu'eux-mêmes mais qui, parfois, sont assez éloignés des valeurs de la République et de l'école publique. Ce constat est d'autant plus regrettable que nous constatons localement que cette évolution se fait avec le soutien et l'appui d'enseignants ou de chefs d'établissements qui considère que les fédérations de parents d'élèves ne sont là que pour empêcher le bon fonctionnement des établissements.

Mais pourtant, nous parents délégués FCPE, nous nous engageons dans ces instances où se discutent et se décident bon nombre des petites et grandes choses qui font que l'établissement est un lieu d'apprentissage et de réussite des élèves mais aussi et surtout un lieu de vie. Co-éduquer, c'est reconnaître le partage des responsabilités éducatives entre parents et enseignants et favoriser le plein épanouissement de la personnalité de l'enfant, pour le préparer à prendre sa place dans la société en citoyen libre, éclairé et responsable. Co-éduquer, c'est accepter la diversité des parents, évoluer vers une éducation mieux partagée d'égal à égal. Co-éduquer, c'est aussi penser la gouvernance de l'établissement, c'est travailler ensemble parents élus et enseignants pour

véritablement déconstruire les fausses idées sur l'Ecole de la République et toujours faire reculer l'obscurantisme.

Pour cette rentrée scolaire, la FCPE du Loiret constate encore que les moyens déployés dans nos établissements ne sont pas conformes à leurs besoins réels. Nous ne pouvons admettre, sans exprimer notre désaccord, par exemple la lente disparition en termes d'effectif du RASED. Nous tenons à rappeler l'importance des maîtres E, maîtres G et psychologues de l'Education Nationale dans nos écoles. Ils jouent un rôle primordial qu'il est important de préserver et de remettre à un niveau d'effectif complet aussi rapidement que possible. Ce constat peut également être fait en termes de recrutement d'enseignants (avec le recours de plus en plus importants de contractuels), le manque constant de dispositif de type ULIS ou le niveau dramatiquement bas de la médecine scolaire. Enfin nous ne pouvons que remarquer le manque de moyens au niveau de la vie scolaire des établissements, manque d'AED, manque de CPE. Ces postes sont essentiels aujourd'hui face à la charge de travail supplémentaire que demandent les mesures de protection face au COVID, face à la nuisance croissante des réseaux sociaux, face au besoin de rappeler les règles du civisme et de laïcité en tout lieu et à chaque instant.

Il est plus que temps que le discours gouvernemental soit suivi d'effets sur le terrain en terme d'effectifs, de décisions d'ouvertures de structures spécialisées. Si l'on considère que l'éducation de nos enfants est une priorité nationale, il faut impérativement que les moyens déployés correspondent aux besoins. N'attendons pas un Ségur de l'Education Nationale avant qu'il ne soit trop tard et qu'une génération de nos enfants soit sacrifiée.